

النضال AN-NIDHAL

N° 4

—
AVRIL
MAI
1970

ORGANE TUNISIEN DE LA RÉVOLUTION ARABE

SOMMAIRE

TUNISIE

- LE PROCES DU BOURGUIBISME
- A PROPOS DES COOPERATIVES
- GREVE A LA S.N.C.F.T.
- LE CAPITAL DANS LE « SOCIALISME » DESTOURIEN

PALESTINE

- LA SOLUTION PACIFIQUE REMISE EN CHANTIER
- EL FATH - F.P.D.L.P.

U.S.A.

- LE PARTI DES PANTHERES NOIRES

LE BRISEUR DE L'U.G.T.T.

Habib Achour est à nouveau à la tête de l'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens). Le « Combattant Suprême » l'a sorti de la disgrâce dans laquelle il croupissait depuis plusieurs années, pour reprendre en main une classe ouvrière qui a donné récemment la preuve de sa combativité et qui reste de ce fait l'inconnue de la période à venir.

Habib Achour est un vieil instrument du système bourguibiste. Secrétaire Général de l'U.G.T.T. (63-65), il ne doit ce poste important sur l'échiquier national, qu'à la faveur du complot bourguibiste dont il a été l'une des pièces maîtresses — alors qu'il était membre de la commission administrative (C.A.) de l'U.G.T.T. — et qui a conduit à la scission de la centrale syndicale en 1956. Achour, secrétaire de la fédération de Sfax de l'U.G.T.T. prend alors le 20 octobre 56 la tête du Syndicat régionaliste scissionniste, l'U.T.T. Il comptait ainsi concurrencer Ahmed Ben Salah, S.G. de l'U.G.T.T. — qui restait le syndicat le plus puissant — et à la tête de laquelle il se trouvait depuis l'assassinat de Hached en 1952 par l'organisation terroriste colonialiste « La Main Rouge ».

L'opposition entre les deux hommes est nourrie certes par des questions de personnes liées à la promotion spectaculaire de Ben Salah à la direction du syndicat au détriment de Achour, « vieux syndicaliste » et originaire du même pays que Hached. Il n'en reste pas moins vrai que le différend était essentiellement d'ordre politique. Le rapport économique dont Ben Salah s'est fait le champion au congrès de l'U.G.T.T. de septembre 66 — et qui plus tard deviendra la charte économique du P.S.D. — affirmait d'une certaine manière l'autonomie de la centrale par rapport au Néo-Destour et surtout donnait beaucoup de prestige à son promoteur aux yeux des travailleurs. Achour jouant la carte de « l'Unité Nationale » se prêta aux manœuvres de Bourguiba qui dans un premier temps rompit l'unité des travailleurs par la création de l'U.T.T. et dans un second temps, fit démissionner Ben Salah du secrétariat général le 19 décembre 56, pour le remplacer par Ahmed Tlili, alors secrétaire adjoint du Néo-Destour. Tlili ne tardera pas à se prononcer pour une coopération totale avec le Parti, et le 16 avril 57 il tend la main à son compère Habib Achour pour dissoudre l'U.T.T. dans l'U.G.T.T. et réaliser ainsi la « réunification ».

Ben Salah perd ainsi la première manche mais il se prépare pour la seconde. Nommé le 3 janvier 61 S.E. au plan et aux Finances — après avoir reçu en juillet 57 le portefeuille de la Santé — Ben Salah va réaliser exactement ce qu'il a prétendu vouloir éviter du temps où il était S.G. Il domestiqua en effet la centrale avec l'aide du Néo-Destour (création des cellules professionnelles contrôlées par le Parti) non sans mal d'ailleurs, car les S.G. qui lui succédèrent se trouvèrent, par une ironie du sort, dans la situation de défenseurs — prudents certes — de l'autonomie de l'U.G.T.T. ; ce à quoi ils s'opposaient auparavant. Cela coûta à Tlili la responsabilité syndicale qu'il détenait depuis la « réunification » avant que la machine de l'Etat et du Parti ne broie son successeur et membre du B.P. du parti, Habib Achour.

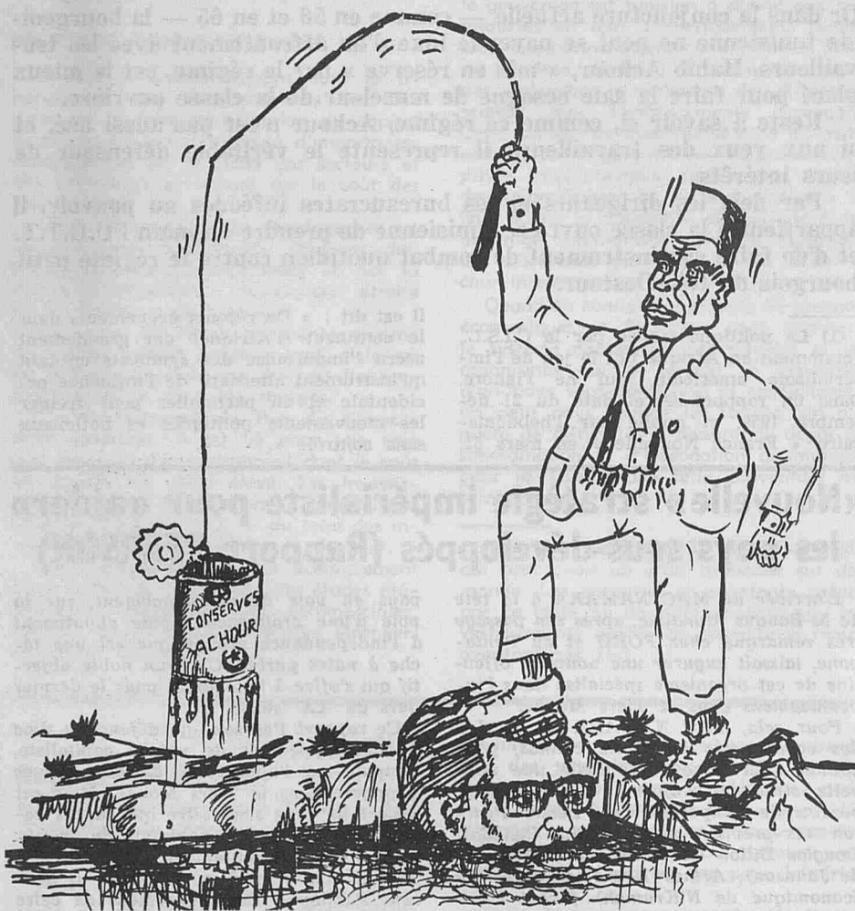
« Le pouvoir veut ma tête, car je suis le seul obstacle. Le jour où on m'enlèvera de la circulation, l'U.G.T.T. sera domestiquée » déclare H. Achour en juin 65 au correspondant de l'U.P.I.

C'était l'époque où la lutte du pouvoir bourguibo-Bensalhiste contre l'U.G.T.T. prenait la forme sournoise des « cellules professionnelles » à propos desquelles Achour, se sentant menacé dans le rôle que lui confère son poste de S.G., n'hésita pas à déclarer : « Si on supprime le rôle revendicatif d'un syndicat autant supprimer les syndicats ». Soulignons que ces déclarations ne l'empêchèrent pas d'intégrer l'U.G.T.T. dans le système du « socialisme destourien » sous la forme de sociétés capitalistes dites ouvrières, gérées par l'U.G.T.T.

C'était aussi l'époque où ce même pouvoir reprochait à H. Achour — poussé par une base mécontente de la politique anti-populaire du régime — de s'être élevé contre la dévaluation de 1964. On ne lui pardonnera pas non plus de s'être abstenu d'envoyer le traditionnel « message de soutien » à l'occasion de cette dévaluation.

Le gouvernement, en réponse à la C.A. de l'U.G.T.T. qui réclamait « une légitime compensation immédiate », ouvrit le feu : une vague de télégrammes émanant des « cellules professionnelles » condamnerent cette prise de position. Le parti attaqua les éléments « suspects » au sein de l'U.G.T.T. Des pressions furent exercées sur la fédération de Tunis pour l'amener à condamner la C.A. Enfin le B.P. du Néo-Destour convoqua le Conseil National de la centrale qui désavoua à l'unanimité sa C.A. Le danger fut conjuré mais l'alerte fut chaude. Aussi l'installation des « cellules professionnelles » supplantant les sections syndicales connaîtra-t-elle une brusque accélération, dont l'ironie du sort a voulu, une fois de plus, que Ben Salah fût avec Taieb Méhiri, le principal annonciateur à la conférence des « cellules professionnelles » d'avril 65.

(Suite page 2).



Habib Achour, S.G. de l'U.G.T.T. s'adressant aux travailleurs à l'occasion du 1^{er} mai 65 :

« ... Depuis 12 ans nous ne cessons de vous répéter : travaillez et taisez-vous... dernièrement le Dinar a été dévalué... Nous nous devons de dire au gouvernement :

« prend garde aux conséquences de cette opération »... Nous considérons la revendication d'une augmentation de salaire comme étant égale et identique à la revendication d'une augmentation de la production... » (Ach-Chab, organe de l'U.G.T.T. du 10 Mai 65).

CETTE POLITIQUE AGRICOLE QUI COULA BEN SALAH !

La question agraire en Tunisie n'a pas fini de faire parler d'elle. Vu son importance il est nécessaire qu'elle fasse l'objet d'un débat au sein de la gauche révolutionnaire directement concernée par une question qui doit figurer parmi les points fondamentaux de son programme.

Nous publions ci-dessous le point de vue d'un militant, qui jette un éclairage très utile sur la réforme des structures agricoles en Tunisie.

An-Nidhal analysait dans l'éditorial de son numéro 3 la crise politique et économique qui a conduit l'échec du « socialisme de Ben Salah ». Mais au moment où l'ancien super-ministre Tunisien est arrêté, à une date qui correspond d'ailleurs au premier anniversaire des événements de Querdanine, époque où tous les ministres, Ladgham en tête montaient et conduisaient les « tracteurs de la réforme des structures », et les bulldozers défoncèrent des haies de cactus, il importe de revenir sur ce que nous pensons avoir été la principale cause technique de l'échec de Ben Salah, la politique agricole. En effet l'agriculture est le secteur qui a mis en difficulté plus d'un socialisme. Et pour voir les difficultés tunisiennes dans ce domaine, il faut revoir les perspectives décen-

nales et les deux plans appliqués par Ben Salah pour découvrir à quel point les études étaient vagues, les paramètres de la planification mal définis et les statistiques de départ erronées. Ainsi aucune idée précise sur les revenus des agriculteurs petits, moyens et gros n'était donnée, de même que les modalités de l'investissement et de l'équilibre de ce secteur n'étaient pas indiquées. Comment à partir d'une telle base pouvait-on construire, surtout quand on sait ce qu'une époque coloniale, celle d'un colon profiteur qui sentait s'approcher la date de son départ, et une époque libérale, celle d'un bourgeois mal assuré par l'indépendance et d'un parvenu affamé, ont contribué à épuiser toutes les possibilités des terres.

L'AGRICULTURE AVANT BEN SALAH

Ainsi donc se présentait l'exploitation des terres. D'une part la très grande propriété hautement mécanisée extensive dont les ressources s'adaptent mal à la consommation intérieure couvrant près de la moitié des meilleures terres exploitées par les colons et les gros propriétaires terriens des « grandes familles ». Et de l'autre, la très petite propriété inadaptée à la production rationnelle, mais constituant quand même une source d'épargne pour les « petites familles ». Elles ont tant le sens du bien propre « El Milk » ! Cette petite propriété est plus ou moins bien exploitée suivant les régions et les traditions. Mais ça n'en constitue pas moins le monde parasite de l'agriculture qui échappe à toute planification.

Une troisième catégorie de propriété ne tardait pas à prendre place : les domaines et offices de l'Etat. Cette dernière a d'ailleurs pris plusieurs formes. D'abord il a fallu partager le gâteau de l'indépendance et récompenser les « bons citoyens », militants et autres parents et alliés du pouvoir. Alors on donna des fermes à des non agriculteurs que nous avons appelé plus haut « parvenus affamés » et qui exploiteraient n'importe comment de bon-

nes terres dans le seul but de tirer le maximum de profit sans se soucier des impératifs techniques d'assollement, fertilisation... A ces petits bourgeois, il faut ajouter le nombre de bureaucrates installés dans les offices de l'Etat et qui, la plupart du temps avaient force crédit matériel et possibilités qu'ils se jurèrent d'anéantir. Et ils y réussirent. Ainsi l'improvisation fut de rigueur. L'office de mise en valeur de la Medjerdah n'est pas une invention du pouvoir. Les études commencées avant la décolonisation notaient déjà le caractère limite d'un tel projet en raison de la salinité de l'eau. Mais on passa outre et on installa un office doté de 3 millions de dinars de budget, d'un P.D.G. à feux vert et rouge devant un superbe bureau, et toute une armada de bureaucrates. On essaya toutes les cultures, coton, canne à sucre..., mais en vain.

Quand on vous dit qu'on ne fait pas l'agriculture avec des bureaucrates ! La leçon ne sera même pas tirée. Et la rationalisation, la planification, la bensa-lisation, ne seront que plus bureaucratiques.

LA PLANIFICATION DE BEN SALAH

Le premier souci de la planification de Ben Salah est la productivité. Produire le plus possible pour pouvoir rembourser les prêts déjà contractés pour installer les offices et mettre en confiance les créanciers pour avoir d'autres prêts.

Pour cela il faut exploiter rationnellement les terres et pour commencer, les collectiviser et mécaniser l'agriculture. Un projet de collectivisation est soumis avec un autre d'achats de matériel sur crédits à ces messieurs de la BIRD et autres instances du capital. Le matériel est fourni très rapidement. En général il s'agit d'un matériel non adapté aux conditions du terrain, comme ces ramasseuses chargeuses de betteraves qui ne peuvent être utilisées sur terrain accidenté ou caillouteux. Mais là encore, c'est une affaire de pots de vins. Quant à l'élaboration des projets la part importante qu'y prennent les avis d'experts étrangers ne connaissant pas les vrais problèmes de l'agriculture tunisienne et n'ayant pas eu le temps suffisant pour faire des études sérieuses, laissent croire que les crédits ne sont accordés que moyennant l'achat de tel ou tel matériel conseillé par tel expert pour telle culture.

De ce fait les possibilités d'investissement deviennent très importantes puisque le matériel, et les techniciens à la disposition des coopératives sont si importants qu'il est fort peu probable qu'elles soient bien utilisées.

Quant aux études agronomiques elles sont nombreuses ; mais le vrai modèle de la coopérative ne tient compte ni d'études ni d'expérimentation, il est fait au gré des circonstances par les responsables du parti et du gouvernement.

En gros le schéma d'une unité coopérative de production est le suivant : En fonction des contraintes naturelles : cli-

mat, sol, relief..., on définit la dimension de la coopérative, puis le système de culture (assollement triennal par exemple, blé, betterave, Jachère) et en imposant des normes de production et en se basant sur les prix courants du marché, on calcule le revenu brut de la coopérative. En divisant ce revenu brut par 250 dinars, revenu annuel théorique du coopérateur, on obtient le nombre de coopérateurs. C'est génial, mais ça ne correspond pas à la réalité. Et alors on rajuste. Telle coopérative ne permet pas d'avoir un revenu de 250 dinars par coopérateur, il faut donc éliminer des coopérateurs. Telle autre le permet, il faut lui en ajouter.

Bref c'est au hasard des jours et à l'humeur du délégué que cela se règle. Mais les résultats sont plutôt catastrophiques sur 24 coopératives, une seule arrive à obtenir un revenu par coopérateur supérieur à 250 dinars.

Six autres ont une valeur ajoutée/unité de travail humain, c'est-à-dire le revenu du coopérateur variant de 195 à 117 dinars. Neuf produisent entre 105 et 42,000 dinars par coopérateur et huit autres voient leur V.A./UTH varier de 39 à 6 dinars.

6 dinars par an voilà ce que gagne un coopérateur dans les régions les plus fertiles de Tunisie.

Pendant ce temps, c'était encore le 1^{er} plan, les gros propriétaires terriens étaient ménagés. Si leurs terres étaient limitrofitrophe d'une unité coopérative, on leur échangeait cette terre contre une autre près de leur propriété, ce qui leur permettait de faire un remembrement combien utile. Cette opération a été exploitée par les bureaucrates des coopératives qui échangeaient des terres de montages contre des terres de plat moyennant pots de vins et autres enveloppes.

« Je vous recommande donc de bien gérer votre salaire, de ne pas le dilapider à tort et à travers dans des dépenses infructueuses, voire nuisibles à votre santé et à la cohésion de votre famille. S'adonner à la boisson ou à des excès d'une nourriture mal équilibrée, ruine la santé... Il importe donc de faire preuve de sobriété en évitant les plats indigestes et trop gras... A vrai dire... chacun doit savoir dominer ses instincts... Cela est à recommander autant pour le manger et le boire que pour les relations sexuelles, car il est des gens qui commettent à cet égard des excès particulièrement néfastes. Ce comportement bestial les conduit prématurément au tombeau... Un bon destourien, un bon musulman, un bon citoyen doit savoir résister à ces dérèglements ».

BOURGUIBA
cynique et
moralisateur
(1^{er} Mai 1969)

Les coopératives créées sur la base de X fois 250 dinars = Z coopérateurs, système assez simple n'en ont pas moins suscité force rapports et réunions de gouverneurs, comités de coordinations, techniciens... Et déjà aux réunions du 1^{er} plan, on n'a fait que réajuster car l'écart entre la réalisation et les études était tellement grand ! La B.N.A. qui canalisait toutes les opérations financières (prêt, vente de récolte...) commença par s'opposer comme elle put au système coopératif. Ainsi ce puissant trust de Bilkhodja, commença par temporiser, afin de mener ses enquêtes savoir si telle ou telle coopérative méritait qu'on lui accorde un prêt ou pas. Et l'argent ne vint pas aux moments des semis et des récoltes entières furent râtées. Et les difficultés se multiplièrent pour les coopératives.

Le deuxième plan devait consister en l'intensification de la mise en place des coopératives pour rattraper le retard du premier plan et amener le processus à un point de non retour ; car pour rembourser au moins les intérêts des prêts contractés un peu partout, il faut contrôler la production agricole.

Et puisqu'il s'agit de contrôle, les bureaucrates ne manquent pas. Et les centres de décision se multiplièrent. Ainsi, des réunions de coopératives se créèrent à l'échelle locale (U.L.C.) régionale (U.R.C.) et nationale (U.N.C.). En même temps le ministère de l'agriculture se disloquait en commissariats de développement agricole, bureaux de contrôle des coopératives... Et l'armada de bureaucrates

ainsi créée se démena pour mettre toutes les terres sur des plans d'unités coopératives de productions qui devaient aboutir en septembre 69 à la collectivisation généralisée. Mais septembre 69 fut autrement plus drôle. Le moteur disjonctait. Que restait-il de ce qu'il a fait tourner jusque là ?

Des gros propriétaires qui n'ont jamais été touchés (qui allaient l'être en septembre) et qui ont toujours profité de la situation à outrance, puisqu'ils dirigeaient des coopératives parce qu'ils sont soit disant, compétents, tout en gérant leurs propres affaires.

Une foule innombrable de bureaucrates et de technocrates qui suçaient le sang du peuple. Et ce peuple enfin, faut-il en parler a été dupe de tous les systèmes, exploité par les libéraux comme par les socialistes.

Le peuple qui a payé les gaffes du bensa-lisme, qui continue à être exploité, comme naguère avant le « socialisme humanitaire » sait que son problème est de plus en plus clair. Il sait désormais que ce ne sont pas des réformettes socialistes ou des libertés (formelles) d'action accordées par les compradors et les petits bourgeois qui résoudreont le problème de sa misère.

Son problème est un problème de classe. Et rien d'autre qu'une révolution totale qui briserait les structures actuelles, ne saurait le libérer. C'est à ce moment-là et à ce moment-là seulement qu'il prendrait en main la gestion des terres dans la forme que la collectivité érigée en comité de gestion aurait décidé.



... DEPUIS 12 ANS, NOUS NE CESSONS DE VOUS REPETER : « TRAVAILLEZ ET TAISEZ-VOUS... »

ÉDITORIAL (suite)

Le pouvoir allait vite trouver le prétexte pour « liquider » Achour, au moins pour un temps. Il s'agit d'une affaire de droit commun dans laquelle est impliqué Achour au titre de président d'une société « syndicale ». On lui a reproché d'avoir anti-daté le chèque qui couvrait la police d'assurance d'une embarcation ayant pris feu. Il est exclu du P.S.D. le 29 juillet 65, réintégré le 24 juillet 67 et réhabilité le 31 décembre 67 par Bourguiba après avoir été condamné à une peine de prison ferme.

Après la chute de Ben Salah en septembre 69, Achour approuve dans un message à Bourguiba le tournant effectué dans sa politique économique.

En janvier 70 le B.P. du P.S.D. recommande de mettre à la tête de l'U.G.T.T. H. Achour, à la place de Bellagha.

La nomination de Achour au secrétariat général ouvre-t-elle une nouvelle ère aux travailleurs tunisiens ?

D'aucuns pourraient penser que « l'ancien compagnon de Hached », l'homme du coup d'éclat de 64 contre la dévaluation, est le mieux placé pour assurer les meilleures conditions de défense des intérêts des travailleurs. En réalité ce vieux cheval de retour, diviseur de la classe ouvrière, qui n'hésite pas au moment voulu à briser l'élan des travailleurs et sait détourner à son profit le mécontentement de la base, cet ex-S.G. adjoint de la C.I.S.L. (1) n'est qu'une pièce du système, qui s'avère nécessaire dans les moments difficiles que traverse le régime. Or dans la conjoncture actuelle — comme en 56 et en 65 — la bourgeoisie tunisienne ne peut se payer le luxe d'un affrontement avec les travailleurs. Habib Achour, « mis en réserve » par le régime, est le mieux placé pour faire la sale besogne de museleur de la classe ouvrière.

Reste à savoir si, comme ce régime, Achour n'est pas aussi usé, et si aux yeux des travailleurs il représente le véritable défenseur de leurs intérêts.

Par delà les dirigeants et les bureaucrates inféodés au pouvoir, il appartient à la classe ouvrière tunisienne de prendre en main l'U.G.T.T. et d'en faire son instrument de combat quotidien contre le régime petit bourgeois du Néo-Destour.

(1) La politique menée par la C.I.S.L., notamment en Afrique fait le jeu de l'impérialisme américain, nul ne l'ignore. Dans un rapport secret daté du 21 décembre 1959, et publié par l'hebdomadaire « France Nouvelle » en mars 61,

il est dit : « De récents événements dans le continent (l'Afrique) ont grandement accru l'importance des syndicats en tant qu'instrument alternatif de l'influence occidentale et en particulier pour freiner les mouvements politiques et nationaux sans contrôle ».

«Nouvelle» stratégie impérialiste pour «aider» les pays sous-développés (Rapport PEARSON)

L'arrivée de MAC NAMARA à la tête de la Banque Mondiale, après son passage très remarqué chez FORD et au Pentagone, laissait augurer une nouvelle offensive de cet organisme spécialisé dans l'investissement dans le Tiers Monde.

Pour cela, MAC NAMARA fit appel à des économistes bourgeois connus, pour donner à la Banque Mondiale une nouvelle stratégie conforme aux nouveaux besoins de l'impérialisme : Lester Pearson (ex-premier ministre du Canada), Douglas Dillon (ex-conseiller économique de Johnson), Arthur Lewis (ex-conseiller économique de N'Krumah) furent chargés de lui rédiger un rapport sur la « situation tragique » du Tiers Monde et les moyens qu'ils proposent pour y remédier.

Les conclusions de l'enquête, connue sous le nom de Rapport Pearson, peuvent se résumer en ces termes : les pays en voie de développement sont bien partis. L'aide qui leur a été fournie durant la dernière décennie commence à porter ses fruits (!), il serait donc dangereux de ne pas poursuivre sinon d'accentuer cette aide :

« Nous estimons qu'une campagne mondiale de coopération visant à engager les

pays en voie de développement, sur la voie d'une croissance rapide aboutissant à l'indépendance économique est une tâche à notre portée. C'est un noble objectif qui s'offre à l'humanité pour le dernier tiers du XX^e siècle. »

Ce rapport Pearson, qui défend un type de développement de nature capitaliste, s'appuie sur l'apport des capitaux privés étrangers dans le Tiers Monde. Mais cet apport ne peut s'accroître que si ces capitaux produisent le maximum de profits : ils doivent en conséquence trouver une infra-structure solide sur laquelle ils peuvent s'appuyer. Le financement de cette infra-structure solide est évidemment laissée à l'aide publique : la Banque Mondiale, le F.M.I. et les Etats capitalistes avancés aideront les Etats du Tiers Monde à mettre sur pied cette infra-structure ; c'est à partir de là que les capitaux privés viendront s'investir dans les industries légères et dans le secteur tertiaire, secteurs les plus rentables. Il faut donc, pour Mac Namara et Cie, que l'Etat prépare la voie aux capitaux privés. Au lieu d'aider donc les pays à « sortir » de leur sous-développement, cette stratégie des pays riches les maintiendra au (Suite page 3).

LE CAPITAL DANS LE "SOCIALISME" DESTOURIEN

L'une des premières tâches que s'est assigné l'Etat bourgeois dès l'indépendance était de moderniser les structures économiques et de doter le pays d'un arsenal bancaire et financier pour une meilleure gestion capitaliste de l'économie.

Pour mobiliser l'épargne nationale l'Etat a créé des banques commerciales fonctionnant sous son contrôle grâce à sa participation majoritaire au capital.

A l'échelle nationale la société nationale d'investissement (S.N.I.), banque de développement, a pour tâche d'assurer la collecte des capitaux disponibles sur le marché financier local ou en provenance de l'étranger (S.F.I.) et d'utiliser ces capitaux pour favoriser la réalisation des investissements ou l'équipement des entreprises.

La Banque du Sud et les Sociétés régionales d'investissement assurent la prospection des affaires et la promotion des entreprises à l'échelle régionale.

Bien entendu les actions entreprises par ces institutions des deux secteurs sont basées, du fait qu'il y a toujours au moins 40 % de privé, essentiellement sur la recherche du profit et ne concernent habituellement que des entreprises à rentabilité assurée.

FINANCEMENT LOCAL ET FINANCEMENT EXTERIEUR

Le capitaliste a trouvé dans ces institutions tenues généralement de respecter des règles rigoureuses de sécurité, une assurance et par là même un encouragement à souscrire au capital social de la plupart des entreprises.

C'est en partie pour cela que les capitalistes tunisiens (les Ben Yedder et autres Fourati, ainsi que la B.N.T., la S.T.B., l'O.C.T...) ont assuré la souscription de 30 % environ du capital des entreprises.

La participation de l'Etat au financement des projets représente environ 13 % du montant des investissements, soit sous forme de participation au capital des sociétés créées (Soc. Tun. de sucre, Soc. Nat. de Cellulose, El Fouledh, la S.T.I.R., SOGIL...) soit sous forme de prêts accordés aux différents projets (Fonderie de la S.N.C.F.T., Société Tunisienne de verre...).

FINANCEMENT EXTERIEUR

La plupart des ensembles industriels importants ont fait largement appel au financement extérieur. Le capital étranger investi en Tunisie représente 57 % environ du montant des investissements. Il s'agit soit de prêts consentis par les fournisseurs de matériel (privé), soit de prêts accordés par les Etats, soit des prêts d'organismes spécialisés dans « l'aide » aux pays sous-développés (A.I.D. D.L.F.), soit enfin des participations au capital des sociétés (STIR et Société Tunisienne de verre).

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Le fait le plus marquant dans le financement des investissements en Tunisie est la forte participation du capital extérieur. Ce qui a entraîné d'importantes conséquences sur le choix des secteurs et des techniques et surtout sur le coût des réalisations.

Mais la plus grave des conséquences est l'endettement considérable vis-à-vis des pays capitalistes industrialisés et par là même la dépendance économique étroite de la Tunisie à leur égard.

La dette de l'Etat représente environ 55 % du produit intérieur brut. Cela est dû à l'accroissement du flux du financement extérieur et à ses charges.

L'accroissement du flux du financement extérieur. Il est lié pour une part aux dépenses d'investissement dont le coût en devises est assez élevé. Les investissements dans l'industrie ont le contenu devises le plus élevé (72 % du total des investissements sont payables en devises).

Pour une autre part cet accroissement est à mettre sur le compte des études préliminaires techniques ou commerciales, confiées à des bureaux d'études étrangers et payées en devises.

(Suite page 2).

Rapport PEARSON

contraire, beaucoup plus qu'auparavant, prisonniers du marché capitaliste mondial, où ils seront de plus en plus intéressés.

Cette « aide » vise surtout au maintien, sinon au renforcement, des liens de domination (militaires, politiques, économiques, culturels) et des structures d'exploitation existantes. Pour nous, compte tenu des caractéristiques du commerce international, dominé par les monopoles, de l'inégalité des termes de l'échange qui en résulte au profit des pays impérialistes, de la nature du système impérialiste qui ne peut survivre que grâce à l'élargissement continu de ses marchés, les pays du Tiers Monde ne peuvent assurer leur « décollage » tant que leur mode de production restera capitaliste.

L'analyse de l'accumulation du capital à l'échelle du monde, prouve que cette

Enfin les importations de biens et services effectuées dans le cadre des prêts U.S., dits liés, coûteraient très chers du fait du coût du fret et des assurances.

A cela il faut ajouter d'une part l'insuffisance des ressources nationales en termes de réserves de changes propres, qui s'explique par l'ampleur du déficit de la balance des comptes, d'autre part l'insuffisance de l'épargne privée nationale due à la faiblesse économique de la bourgeoisie tunisienne et à sa nature, parasitaire et essentiellement tournée vers l'exploitation de la terre, l'achat d'immeubles et la spéculation.

Les charges du financement extérieur. Comparativement aux recettes d'exportation et des services la dette extérieure n'a cessé d'augmenter. Les paiements du principal et des intérêts entre 1964 et 1968 ont quadruplé.

Ceci s'explique par le remboursement accéléré des prêts à moyen et court termes notamment des crédits fournisseurs.

Les charges afférentes aux prêts U.S. à la Tunisie, qui constituent la source majeure de l'aide publique ont totalisé 7,9 millions de dollars (3,4 millions de dollars au titre du principal et 4,5 millions de dollars au titre des intérêts). Cependant le service de la dette tunisienne vis-à-vis des U.S.A. reste minime pour le moment. Il n'en sera plus de même, quand les délais de grâce d'une grande partie des prêts seront épuisés et que commenceront les premiers remboursements.

Les charges des prêts fournisseurs, payables en devises fortes sont assez lourdes à supporter du fait que ces prêts ne comportent pas de délai de grâce. Souvent les premières échéances arrivent avant que certaines entreprises débitrices ne soient en mesure de dégager les moyens nécessaires au financement des charges de ces emprunts.

En conclusion la politique d'investissement du régime « socialiste » destourien bourgeois est caractérisée par un endettement extérieur donnant lieu à une grande dépendance financière vis-à-vis du capitalisme international. Ceci se reflète dans la politique extérieure pro-impérialiste et tout particulièrement pro-américaine de la bourgeoisie tunisienne et témoigne de l'incapacité de celle-ci à réaliser un développement économique national.

Le nouveau code des investissements n'est rien d'autre que la confirmation de cette orientation et la meilleure garantie accordée aux capitalistes étrangers.

Ainsi en matière de transferts de bénéfices, les entreprises étrangères qui ont investi en Tunisie, peuvent, si elles sont considérées comme productives, transférer bénéfices et capitaux sans aucune limitation (1).

Pour les autres entreprises, le transfert de bénéfices est limité à 8 % des capitaux investis et, pour le capital, au montant des devises importées.

En matière de garantie internationale le gouvernement tunisien a donné aux capitalistes en mal d'investissements rentables, une preuve supplémentaire de sa bonne foi. Il a adhéré à la convention internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements étrangers. Cette convention élaborée et mise au point par la BIRD garantit les investissements privés internationaux contre tous risques de nationalisation ou de spoliation et leur donne la possibilité de recourir à un arbitrage international pour le règlement des différends éventuels ou de saisir la cour internationale de justice.

Quand on connaît les moyens de pression économiques et financiers dont disposent le système capitaliste international et les organismes qui le servent, à l'encontre d'un pays sous-développé et spécialement un petit pays comme la Tunisie, on n'a guère de difficultés à mesurer le degré de subordination et d'inféodation qu'implique pour la Tunisie une telle convention internationale.

(1) Loi numéro 6935 du 26-6-1969 qui peut avoir un effet rétroactif sur demande. Les garanties et avantages prévus par ce texte ne pourront imposer aux investissements agréés des conditions moins avantageuses (art. 3).

accumulation se fait toujours au bénéfice des pays impérialistes. Ce ne sont donc pas, comme veut nous le faire croire le rapport Pearson, les « pays développés » qui aident les « pays sous-développés », mais bien ces derniers qui contribuent à enrichir les pays impérialistes.

Aussi, nous pensons que le développement ne peut être possible que par la destruction des liens qui existent entre les pays du Tiers Monde et l'impérialisme. Or cela ne peut se faire que par la destruction des bourgeoisies du Tiers Monde et des Etats qui les représentent. Il faudrait pour cela se donner les instruments nécessaires (mobilisation et armement des masses, voie socialiste de développement, etc...) pour rompre tous les liens avec le marché capitaliste mondial, nécessité absolue pour assurer une indépendance politique et économique, et promouvoir un réel développement socialiste.

BAHI LADGHAM S'EN PREND AUX TRAVAILLEURS

A la faveur de la chute de Ben Salah et de l'atmosphère de détente qui s'en suivit, l'agitation ouvrière a repris au début de cette année. Des grèves ont éclaté chez les cheminots, les mineurs et les ouvriers des phosphates. Il semble que les instituteurs aient donné le coup d'envoi.

Les revendications portant sur l'augmentation des salaires bloqués agacent le pouvoir qui n'hésite pas, par la bouche de Bahi Ladgham, à dénoncer, devant les cadres syndicaux réunis à la Bourse du Travail le 17-1-70, « l'action des éléments troubles, qui cherchent à tromper les travailleurs et à en faire une masse de manœuvre » et à affirmer que l'Etat est « déterminé à sévir

avec une rigueur exemplaire ». Plus tard, au cours d'une tournée dans le Sud, Ladgham n'hésitera pas à menacer : « toute personne, dit-il qui laisse apparaître à travers son comportement l'intention de nuire à la Nation, un esprit de tribalisme ou de classe, doit être chassé sans hésitation du mouvement syndical ». Après le délit d'opinion, le délit d'intention est ainsi mis à l'honneur par le régime bourgeois. Les travailleurs savent à quoi s'en tenir et sauront trouver les moyens de se défendre.

Nous publions ci-dessous une lettre d'un militant décrivant le déroulement d'une grève dans les ateliers des Chemins de Fer Tunisiens.

LES TRAVAILLEURS S'UNISSENT, MANIFESTENT ET GAGNENT

Des années durant, l'humiliation et l'exploitation ont été le lot des travailleurs tunisiens. Les patrons et le pouvoir bourgeois qui les représente n'ont cessé de faire payer à la classe ouvrière les frais de leur politique anti-populaire. Les ouvriers de la S.N.C.F.T. (chemins de fer) viennent de relever la tête et ont décidé de se défendre.

Pendant des années les représentants du pouvoir (cadres syndicaux compris) usèrent de menaces et d'autres moyens plus subtils pour venir à bout des revendications légitimes des cheminots : augmentations des salaires, améliorations des conditions de travail, séance unique, etc...

Au début de cette année 70, il y eut du nouveau. Les ouvriers qui ne pouvaient plus attendre trouvèrent un moyen très simple pour arriver à leur but : prendre par la force ce qu'ils ne pouvaient obtenir autrement. C'est ainsi que dès la première semaine de janvier, voyant qu'on ne leur répondait toujours pas sur la question du travail en séance unique, ils prirent tout simplement l'initiative de l'appliquer. Et quand ce jour là la sirène de midi leur commanda de cesser le travail, pas un ouvrier ne cessa son activité. Ce n'est qu'à 14 h, après avoir accompli d'un trait leur journée légale de travail, que les ouvriers de la S.N.C.F.T. sortirent en masse. Quelques contre-maîtres crièrent à l'indiscipline, quelques ouvriers — bien rares — voulurent suivre leur directive. Mais il n'y eut rien à faire, car l'ensemble des travailleurs continuèrent à travailler en séance unique. Accepter la discipline dans ces conditions, c'est en effet à leurs yeux accepter le mépris, la répression et l'injustice. Et d'ailleurs, en séance unique le travail marcha très bien dans les ateliers de la S.N.C.F.T. à Tunis et à Sfax.

C'est à ce moment que le gouvernement pensa augmenter les salaires par une « prime de technicité » qui pouvait atteindre plusieurs centaines de dinars par an. Cette prime serait accordée aux... cadres ! et on aurait même débloqué des centaines de milliers de dinars pour en commencer la distribution. L'objectif était de favoriser les catégories qui jouissaient de hauts salaires et de privilèges variés afin de les soustraire au mouvement revendicatif et d'en faire si possible des instruments de division et de répression.

Cette discrimination qui consiste à faire profiter les cadres de la lutte des catégories les moins favorisées dépassait l'entendement des ouvriers qui se mirent alors en grève.

Tous étaient à leurs postes mais personne ne travaillait. Alors le

processus d'intimidation commença : les forces de répression entourèrent les ateliers, un flic en civil s'infiltra dans l'atelier — mais il fut vite repéré et mis dehors grâce à l'intervention d'un ingénieur —, les convois de responsables, du gouvernement et du syndicat accoururent. Mais comme ils se mirent à faire les mêmes discours que d'habitude, tout le monde sortit laissant la salle vide. Et le « respectable » de supplier : « De grâce, ayez confiance dans le gouvernement, et si vous ne respectez pas vos chefs d'atelier, respectez au moins l'Etat ».

Comme apparemment ces « responsables » cherchaient à connaître les « meneurs », tout le monde se mit à mener et tout le monde discutait.

La grève réussit. Devant la détermination commune, le pouvoir ne pouvait que s'incliner. A la dernière journée de grève les « responsables » annoncèrent qu'ils acceptaient :

- La séance unique ;
- Une diminution de la journée de travail de 40 minutes ;
- L'attribution d'une prime de « présence » à tous les employés, au lieu de la prime de technicité, prévue pour la minorité des cadres.

Le travail repris alors. Le gouvernement a donné satisfaction aux cheminots, parce que le trafic ferroviaire risquait de s'arrêter, tout en essayant par tous les moyens de s'opposer à l'extension du mouvement de grève aux autres entreprises : S.N.T. (transport), S.T.E.G. (électricité), mines, etc...

Il a fait prévaloir en effet, l'état de crise lié aux inondations (seulement ?) — comme si les ouvriers avaient la liberté de faire grève en dehors des périodes de crise ! — L'argument a mordu ; mais pour combien de temps ? Partout les travailleurs se préparent à lutter, comme leurs camarades de la S.N.C.F.T., pour satisfaire leurs revendications.

On a même noté une certaine affluence à l'U.G.T.T., cette U.G.T.T. longtemps mise au pas et que les ouvriers refusent de voir inféodée au pouvoir.

Les fameuses « cellules professionnelles » du P.S.D., parti unique au pouvoir, instituées pour contre-carrer les sections syndicales, connaissent une mort peu glorieuse et sont supprimées.

Bref, avec l'échec du « socialisme destourien », qui était beaucoup plus destourien que socialiste, le prestige du pouvoir s'effondre et les forces populaires jusqu'ici réprimées relèvent la tête et découvrent des formes de lutttes efficaces. Tous les indices sont là pour prévoir un élargissement et un approfondissement de la lutte dans des délais assez brefs.

A TRAVERS LES DISCOURS DE BOURGUIBA

OU
le temps des éloges...

Je tiens à proclamer que je suis le premier responsable des actes de mon gouvernement. Si j'ai désigné M. Ben Salah au poste qu'il occupe, si je lui ai confié cette importante mission, c'est parce que je l'ai mis à l'épreuve, je lui ai accordé ma confiance et j'en ai conclu qu'il joint à la compétence, à la capacité, la loyauté et le dévouement à sa tâche... M. Ben Salah joint donc au dévouement à la chose publique le tact et l'esprit d'équipe. Il force le respect et suscite l'enthousiasme autour de lui.

Le 24-6-61.

Dois-je rappeler que ces réformes de structures ont obtenu mon entière adhésion et ont reçu mon appui total. Elles représentent à mes yeux un pas décisif sur la voie du progrès et du développement...

... Quoi qu'il en soit, le plus grand danger qui puisse menacer les réformes, c'est de laisser croire qu'il y a quelque flottement entre les responsables à l'échelon le plus haut.

Or, le seul responsable au sommet, c'est moi, à l'exclusion de tout autre, et c'est après mûre réflexion que j'ai choisi cette voie que je vous demande, à vous ainsi qu'à l'ensemble du peuple tunisien, de suivre.

Le 15-3-68.

Ayant pour habitude de reconnaître publiquement le mérite de chacun, et ayant à cœur de ne frustrer personne de son dû, je tiens à dire que, si la coopération a enregistré de si grands succès, le mérite revient très largement à M. Ahmed Ben Salah, ici présent. Je le dis au risque de blesser sa modestie. Il a hérité de vieilles traditions, les critiques ne l'ont pas ménagé. S'il avait échoué, c'est à lui et non à moi qu'on aurait imputé l'échec. Parce qu'il a assumé courageusement ses responsabilités et parce que la coopération a pris un bon départ, je me devais de lui rendre publiquement cet hommage.

Le 9-11-68.

La nôtre, (l'expérience coopérative) tout en changeant ce qui est archaïque, a réussi à stimuler les énergies. Je n'en veux pour preuve que le nombre important des coopératives de toutes sortes ici représentées et dont l'immense majorité enregistre des rendements magnifiques.

Le 24-1-69.

Les commerçants, qui sont des gens intelligents et avisés, finissent toujours par se rendre à la raison et par accepter les réformes dont ils constatent le caractère bénéfique. Par contre, les petits paysans et même leurs ouvriers sont des gens simples d'esprit, souvent bornés et que toute innovation jette dans une terreur panique. Ils restent prisonniers de vieilles habitudes ancestrales dont il est difficile de les dégager. Les difficultés que nous avons rencontrées étaient donc prévisibles et il est de notre devoir de les surmonter. Quoi qu'il en soit le processus est déjà en mouvement et sera conduit à son terme.

Il n'est donc pas question d'hésiter ou de tergiverser. Ces réformes représentent notre seule voie de salut et nos options ont été prises après maintes réflexions et consultations. L'Etat et le Parti s'y engagent avec tout le poids de leur prestige et de leur autorité. L'expérience de la réforme du secteur commercial et le succès qu'elle a connue nous confirment dans notre détermination. Je suis sûr que la réforme agira aboutira au même résultat. Je m'en porte garant.

Le 22-3-69.

DES GRIEFS...

Ils sont nombreux et portent sur des agissements qui remontent à plusieurs années. On reproche à l'ex-S.E. une gestion économique « déplorable et particulièrement nocive » marquée par « les abus, les fautes et les irrégularités en matière de gestion financière, en violation de la Constitution, des lois et des règlements en vigueur ». Le rapport insiste tout particulièrement sur la généralisation de la coopération agricole, « décidée après la mise en garde des services techniques de son département et les avertissements motivés des organismes internationaux » et qui a abouti à la « création d'un édifice pyramidal à l'échelle nationale doublant le Parti et les organisations nationales voire certains rouages administratifs ». La mise à contribution des finances de l'Etat pour couvrir les déficits des entreprises, « une dilapidation systématique des fonds publics », enfin « un endettement intérieur et extérieur tel que le crédit de l'Etat en fut atteint », sont la conséquence d'actions « menées personnellement » par l'ancien S.E. et qui précèdent « d'un excès de pouvoir délibéré et d'un abus de confiance caractérisé à l'égard du chef de l'Etat ». Et le rapport, après avoir accusé Ben Salah d'avoir « couvert de son autorité » « certains agents de l'administration régionale », dénonce le « véritable complot contre la sûreté de l'Etat, la sauvegarde du régime et la vulnérabilité de la Nation » avant de recommander l'organisation d'une Haute Cour.

... CONTRE LE REGIME

On peut déjà remarquer qu'à aucun moment, le rapport n'accuse explicitement Ben Salah d'avoir utilisé à son profit personnel, ses fonctions et l'autorité qu'il en tirait. A l'opposé de ce que la presse tunisienne, révèle quotidiennement au sujet de l'ex-gouverneur Amor Chicha accusé de détournements de fonds et d'autres opérations lucratives — dans lesquelles semble-t-il un certain nombre de personnalités du régime auraient trempé — rien ne transparaît à travers le rapport qui laisse douter de l'intégrité de Ben Salah dans ce domaine.

Mais la lecture du document révèle plus. Du début à la fin, on apprend (sic!) que des années durant, le régime a vécu au-dessus de ses moyens. Mais « cette trop grande propension à la dépense », si justement soulignée par le rapport, n'est pas le fait des caractéristiques psychologiques de l'ex-S.E. Elle est liée aux objectifs prétextés du Plan et aux moyens mis en œuvre pour les atteindre « à l'égard » de la coopération — le tout entériné par l'Etat, le Parti, les organisations patronales et nationales, et ce qui est plus grave par cette même « Assemblée Nationale » qui aujourd'hui s'érige en jury, encore une fois unanime pour rester fidèle à sa vocation de chambre d'enregistrement.

On est effrayé par l'impression de chaos qui se dégage de la lecture de ce rapport, et sans nul doute même, la réalité est-elle pire. Mais la première pensée qui vient à l'esprit est bien celle que le simple tunisien a exprimé clairement à l'adresse des orateurs-pourfendeurs de Ben Salah « Mais que faisiez-vous pendant qu'il nous menait à l'abîme ? ». On ne peut s'empêcher en effet de penser que tous les « responsables » sont responsables de ce régime et de ses méfaits.

En effet l'accusation de la commission parlementaire porte non pas seulement sur la généralisation des coopératives — ce qui pourrait justifier que seul son promoteur soit en cause — mais aussi sur la gestion des finances publiques. Or l'étude des données chiffrées fournies, montre bien, par exemple que l'abus en matière d'avances de trésorerie — principal grief retenu — est une technique vieille comme le gouvernement bourguibiste. Pourquoi alors le contrôle de l'exécution des budgets des années 62, 63, 64, etc..., années qui ont vu le montant de ces avances augmenter



Induit en erreur !

Bourguiba prend à parti les travailleurs : « Il est nécessaire de les libérer de leur complexe de supériorité. Ils croient dur comme fer qu'ils sont les seuls producteurs... Le mot « travailleurs » s'oppose à celui de « fénéants » qu'ils appliquent aux autres classes sociales ». (Congrès de l'U.G.T.T. du 31-7-65).

« En Tunisie, il n'y a pas de classe ouvrière et d'autres classes qui ne le sont pas. Nous sommes tous des travailleurs » (discours du 2-8-65 devant la C.A. de l'U.G.T.T.).

A l'adresse de Habib Achour : « c'est un capitaliste du XIX^e siècle ».

LE PROCÈS DU

1956

Bourguiba frappe la puissante centrale syndicale, l'U.G.T.T., en y provoquant une scission et évince de sa direction Ben Salah. Celui-ci jugé ambitieux, était surtout coupable aux yeux de la bourgeoisie d'être le défenseur du fameux « rapport économique » de l'U.G.T.T. jugé à l'époque révolutionnaire.

1961

Après 5 ans de libéralisme économique ruineux pour le pays, Bourguiba opère un tournant et appelle à la direction de l'économie Ben Salah avec son programme. Nommé ministre du Plan, Ben Salah va réaliser un véritable cumul des pouvoirs pour se retrouver à la tête d'un super-ministère. Un Plan national, décennal (62-71), allait vite devenir la charte économique du bourguibisme. Il se proposait une lutte contre l'archaïsme de l'économie tunisienne et la mise sur pied de structures capitalistes modernes dans les secteurs de la production et de la distribution.

Un vaste mouvement coopératif, soumis au droit commercial commun et supervisé par l'Etat, réorganisa de fond en comble l'agriculture et le commerce, tandis que dans le domaine de l'industrie, des banques, des assurances et du tourisme, l'Etat épaulait le capital privé tunisien et étranger.

régulièrement, jusqu'à atteindre 7,5 millions de dinars, n'a-t-il pas donné l'occasion aux députés de mettre le hon à cette pratique ? C'est que jusqu'à la généralisation des coopératives en 69, tout le régime, chef d'Etat et députés compris, tentaient de sauver les apparences de la « bonne santé de la Nation », en assumant totalement le programme de Ben Salah.

RETOUR DE MANIVELLE

Le retournement de situation dont fut victime Ben Salah n'est en fait qu'un retour de manivelle. En possession d'un programme d'essence réformiste, Ben Salah choisit de l'appliquer en s'appuyant sur un système politique inadéquat qu'il voulut mettre à son service en gagnant à sa cause le « Combattant Suprême ». Celui-ci accepta un marché qui lui paraissait receler les moyens de sortir du marasme économique. Mais ce qu'un bonaparte soucieux de « sauvegarder la cohésion nationale » et « d'éviter la lutte des classes » pouvait accepter, la bourgeoisie elle, s'est sentie libre de le rejeter. Profitant de l'échec de ce programme, elle n'hésita pas à se débarrasser, avec la caution de Bourguiba d'ailleurs, du responsable de la « collectivisation éfrénée ».

De même que la brusque accélération de la coopérativisation, n'était qu'une fuite en avant politique destinée à créer un fait accompli que rendrait irréversible la caution de Bourguiba, la brusque volte-face des représentants politiques de la



Une « collectivisation...

bourgeoisie tunisienne est lui aussi de nature politique et non point lié à un sur-sout d'honnêteté et d'intégrité morale.

Depuis que le régime est né, ni « nos » responsables ni « nos » députés — les uns et les autres directement bénéficiaires des structures capitalistes de l'économie — ne nous ont habitué à une telle « indépendance d'esprit » ni à une telle « rigueur morale ». Ils ont tous participé à l'abrutissement des masses et au mensonge organisé, y compris pour faire accepter les réformes de Ben Salah, avec l'aide des scribes de la presse écrite et parlée, qui telles des girouettes tournent avec le vent, dénonçant aujourd'hui ce qu'ils louaient servilement hier, et affectent sans cesse de souscrire aux interminables et lancinantes litanies des élus du jour. Il n'est pas jusqu'au grand accusateur public, Bahi Ladgham, qui ne soit monté sur les tréteaux pour raser les « tabias » et installer des coopératives, jusqu'au Combattant Suprême qui s'écriait il n'y a pas si longtemps à l'adresse des destructeurs de Ben Salah : « attaquer Ben Salah, c'est m'attaquer, moi ! »

Et tout dernièrement encore (1) un des chefs du clan libéral, Masmoudi a bien confirmé, en essayant de l'atténuer, la responsabilité collective en reconnaissant qu'il a joué le jeu. Jouait-il : à laisser

Ben Salah s'enliser dans ses propres contradictions pour mieux l'éliminer ensuite ? Ou bien faisait-il réellement sienne l'expérience — aujourd'hui dénoncée — par solidarité destourienne ?

Dans les deux cas, ce petit jeu mené sur le dos des masses tunisiennes engage incontestablement sa responsabilité et celles de ses compères et surtout traduit bien, cet opportunisme de mauvais aloi qui se retrouve à tous les niveaux économique, politique et syndical de la Tunisie.

DU COMPROMIS DE BIZERTE...

Après avoir nié, en 1960, sa vocation libérale, le régime fait aujourd'hui un nouveau constat d'échec. Il tente néanmoins, pour « sauver la face » de le maquiller en une conspiration menée par « les arrivistes assoiffés de pouvoir ». Il n'y a que les sots pour le croire. C'est le régime qui est atteint.

Certes les méthodes de travail de l'équipe de Ben Salahiste, les allures cassantes, autoritaires et méprisantes de son chef, la pourriture qui règne dans l'administration, le parti et les structures mises en place — tous truffés d'aventuriers et d'arrivistes — constituent un aspect très impopulaire de l'expérience, aspect exploité à fond par les opposants au sein de l'appareil. Mais l'arbitraire et la concussion sont des composantes du régime bourguibiste et Ben Salah n'a rien inventé, qui n'a fait que retourner contre la classe dirigeante, ses propres méthodes et ses instruments de répression.



... éfrénée »

Il reste cependant que tout cela n'est qu'un aspect secondaire du problème, qui à lui seul n'aurait pas ameuté ceux qui célèbrent aujourd'hui le règne de « la démocratie spontanée » (1). La répression haineuse qui s'est abattue sur l'Université ces deux dernières années et qui a bénéficié de leur aval n'avait pas, elles, soulevé leur noble courroux.

Le plus important en fait est que la bourgeoisie veut faire du procès intenté à Ben Salah, le procès de l'option dirigiste technocratique, c'est-à-dire du Plan Tunisien parvenu à un stade avancé et logique de son application. En effet l'intervention de plus en plus importante de l'Etat dans l'économie — dont la nécessité a d'ailleurs toujours été proclamée par Bourguiba — et qui a débouché sur une croissance bureaucratique parasitaire, est le résultat inévitable de l'incapacité de la bourgeoisie, incapable qui est d'ailleurs le point de départ de l'idée de planification.

Le régime avait donc condamné le libéralisme orthodoxe pour mettre le doigt dans un nouvel engrenage dont la dynamique l'a conduit au-delà des limites fixées en 1964 au Congrès de Bizerte. A ce Congrès, on a voulu s'arrêter à mi-chemin, en faisant coexister les trois secteurs, étatique, coopératif et privé. C'est du reste respecter la pratique bourguibien-

Rejetant, en 1962, l'idée de faire du droit de propriété « un pérogative exclusive de l'Etat » il ne croyait pas déjà annoncer la crise que traverse actuellement son régime : « On se rend compte rapidement que le gain acquis grâce à la rationalisation des moyens de production se volatilise, une fois distribué entre une armée pléthorique de fonctionnaires et d'agents de contrôle. Au bout de 4 ou 5 ans, devant des résultats de plus en plus catastrophiques, on remet en question les méthodes, on lance des accusations de sabotage, on parle de déviationnisme, et ainsi de suite ».

BOURGUIBA

Un prophète qui s'ignore

BOURGUIBISME

Janvier 1969

Le coup d'envoi à la généralisation des coopératives est donné. Le régime destourien et à sa tête Bourguiba en attendait la prospérité. Ils se trouverent au bord du gouffre avec la faim et la mendicité qui sévissaient sur tout le territoire, une paysannerie qui se révoltait, une petite bourgeoisie qui se proliférait, un chômage qui prenait des proportions alarmantes, des travailleurs et des fonctionnaires mécontents du fait des salaires bloqués et de l'inflation continue, enfin une dette extérieure qui ne cessait de s'amplifier entraînant une dépendance politique étroite vis-à-vis de l'impérialisme.

Devant ce marasme, quiconque articulait la moindre critique était menacé de foudres de l'Etat.

Septembre 1969

Le pouvoir réagit. Ben Salah est exclu de ses fonctions, du Parti, et destitué de son mandat de député. En janvier 70, il est mis en résidence surveillée et le 24 mars il est arrêté puis inculpé de haute trahison.

Tout au long de cette dégradation en cascade, à travers la presse et la radio, devenues subitement « objectives » et « vigilantes », l'Assemblée Nationale, le Parti, les discours officiels qui donnent aux vieilles montures du régime l'occasion de tenter de se disculper, une véritable campagne est orchestrée pour présenter l'ancien responsable de l'économie comme seul responsable de sa faillite. Une commission parlementaire d'investigation désignée le 2-12-69 par l'Assemblée Nationale pour enquêter sur les activités de Ben Salah déposait le 28-3-70 un rapport voté à l'unanimité par les parlementaires et concluant à la Haute trahison.

ne du juste milieu, elle même liée aux impératifs économiques du moment (2). Les décisions du Congrès de 64 appaissent comme la manifestation des contradictions existant au sein de la société tunisienne et le résultat d'un équilibre entre la poussée des impératifs économiques et la résistance des forces politiques qui agissent au sein du Parti et de l'Etat.

A partir du moment où cet équilibre est rompu dans un sens (ben salhiste) ou dans un autre (libéral), le régime ne peut qu'entrer en période de crise et il n'est pas exagéré de parler d'imposée historique, car l'échec de la voie réformiste, après celle du libéralisme, est bien la preuve qu'il ne peut y avoir de perspectives de développement sous l'égide du régime petit-bourgeois tunisien. Cette vérité éclatante, la bourgeoisie tunisienne veut la cacher aux masses en utilisant la vieille tactique du bouc émissaire.

... A LA CRISE DU REGIME

Le procès de Ben Salah n'est que le procès du « socialisme destourien », dont Bourguiba s'est égoïstement, pendant 9 ans, à démontrer la haute valeur morale et éducative et les effets bénéfiques. C'est le procès de son support organique, le Parti néo-destourien petit-bourgeois, symbole de cette « union nationale » si chère à la bourgeoisie et aux pêcheurs en eau trouble, pourvoyeur d'hommes de main et de polices parallèles et où l'hypocrisie est élevée au rang de réflexion et l'arrivisme à celui de l'action.

C'est le procès de l'Etat ébranlé par la faillite économique qu'il n'a su ni prévoir ni éviter, ni affronter résolument. C'est le procès d'institutions serviles qui « ont fait la fierté de la Tunisie moderne » avant d'en devenir son poison. C'est enfin le procès de cette génération de petits-bourgeois élevés au rang de « responsables » et de « dirigeants » par un triste détour de l'histoire.

Le régime bourguibiste est en crise. Crise économique, crise politique, crise de conscience aussi chez ceux des militants destouriens qui ont cru sincèrement dans l'expérience.

Ce système est malade et rien n'est plus heureux à cet égard que cette formule laconique que le « Combattant Suprême » lança un jour à un spécialiste de Sciences Politiques : « Le système ? Quel système ? Le système c'est moi ! (3).

Cours Nouveau ? Avec la disgrâce de Ben Salah disparaît, pour un temps au moins, l'obstacle, qui se dressait devant le courant libéral. A travers la campagne éfrénée anti-ben salhiste, il tente de conjurer le risque d'un

Mohamed Jeddi (Président de la commission parlementaire d'investigation, chargé d'enquêter sur les « agissements de Ben Salah ») déclarait alors qu'il était S.E. à l'agriculture en 65, lors de l'inauguration près de Kairouan de la première canalisation du barrage de l'Oued Nabhana :

« A la différence de certains pays arabes, que leur politique agricole désastreuse a mené souvent à la catastrophe sans qu'ils en soient conscients, nous savons quand à nous où nous allons ».

Ces clans mènent parallèlement au sein des appareils une lutte âpre pour conquérir une clientèle. Tisser un réseau de relations est sûrement une chose importante dans un petit pays où les questions de personnes et le régionalisme interviennent sans nul doute dans les combinaisons d'alliances.

Mais dans l'ensemble la retraite organisée par le régime se fait dans le désordre administratif et l'improvisation. La relative acalmie sociale qui a suivi la destitution de Ben Salah et qui est liée à la remise de leurs terres, aux paysans explique que la pagaille ne se soit pas transformée en désordre politique généralisé. Les discours sonnent creux aux oreilles des masses qui assistent passives et méfiantes aux règlements de compte et à la préparation du nouvel ordre qui va organiser leur exploitation.

« ... Nous avons joué le jeu... »

La réponse au problème qui se pose à propos de la nature des réformes bensalhistes n'est pas à chercher dans l'ampleur du préjudice causé à la bourgeoisie nationale. Se suffir de cet aspect anti-bourgeois des réformes pour parler de socialisme c'est se condamner à ne pas comprendre la résistance de toutes les couches laborieuses sensées justement profiter du socialisme.

La réponse est à chercher dans la nature même de ces réformes destinées à moderniser les structures capitalistes de l'économie aux fins de l'intégrer au marché capitaliste mondial. Ce qui éclaire bien évidemment l'offensive qui a été menée contre la bourgeoisie conservatrice terrienne et mercantile et le fait que travailleurs, paysans et petits bourgeois aient payé les frais de la politique de concentration dans l'agriculture et le commerce et ceux de la « politique d'austérité » qui l'a accompagnée.

PÉNÉTRATION DU CAPITAL INTERNATIONAL EN TUNISIE

La Tunisie est un des 16 pays à avoir bénéficié des investissements de la S.F.I. (filiale de la Banque Mondiale) qui prête au privé. C'est aussi le seul pays d'Afrique à avoir bénéficié de ces investissements l'an dernier.

On voit bien que le « socialisme destourien » ne fait peur qu'à la bourgeoisie tunisienne.

La S.F.I. est associée en qualité d'octonnaire (avec d'autres sociétés d'Europe, du Moyen-Orient et des U.S.A. et avec un capital privé tunisien) au capital social de 39 millions de dollars de la COFITOUR (Compagnie Financière et Touristique). Le montant de la participation de la S.F.I. s'élève à 9.200.000 dollars.

La société Cartago (cap. 17 millions de F.) qui construit à Djerba 3 hôtels (1600 lits) dont deux seront gérés par les Tunisiens et un par le Club Méditerranée de Rothschild (fusionné avec le C.E.T.) est un bel exemple de symbiose des capitaux tunisien et étranger : la S.T.A.R. (Soc. Tun. d'Ass. et de Réassurances) détient 25 % de ce capital et les 75 % qui restent appartiennent pour moitié à des actionnaires français (Banque de Paris et des Pays-Bas, Mutuelle du Mans, Comp. d'Ass. L'Abbeville, la Paternelle, l'Urbaine et la Seine, la Préserveatrice, l'Aigle, Accident, Unilever, Hachette) et pour moitié à des compagnies allemande et suédoise (Munchener et Erickson et Larsen).

Notons que le Club Méditerranée a déjà ouvert un village de vacances de 1.600 lits à Korba dans le Nord et que dans la capitale c'est AIR-FRANCE qui gère l'Hôtel Africa (330 lits) catégorie luxe qui ouvrira ses portes en juin 70.

L'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (U.B.C.I.), filiale tunisienne privée de la B.N.C.I. (Africain), de la B.N.P. (Paris) et du BANCO DI ROMA vient de fusionner avec la Banque d'Escompte et de Crédit à l'Industrie en Tunisie, société tunisienne elle-même affiliée au groupe B.N.P., à Worms et Cie et à Morgan Guaranty Trust Company of New-York. Ces deux organismes fusionnés comptent des actionnaires privés tunisiens et donnent naissance à la première banque privée tunisienne qui garde le même nom U.B.C.I. Mohamed Badra qui est son président est aussi le président du Conseil Economique et Social.

A cet égard, l'échec de Ben Salah n'est en rien celui du socialisme. Il constitue, au contraire, la preuve que la voie capitaliste « améliorée » est aussi bouchée que la voie capitaliste classique.

Ce à quoi a abouti Ben Salah par contre est d'avoir jeté le discrédit, pour un temps, sur le socialisme. Mais les mots n'ont pas la même puissance que les conditions objectives d'existence et celles-ci reculent plus que jamais des germes de contradictions explosives.

Il reste bien évidemment que l'organisation révolutionnaire capable de capitaliser l'expérience des masses et de les orienter fait cruellement défaut en des circonstances où la bourgeoisie tunisienne ne doit le dépassement de ses propres contradictions qu'à la faveur du vide politique. He ne tient qu'aux secteurs les plus avancés de la classe ouvrière et des milieux intellectuels d'effectuer l'indispensable jonction qui mettra la Tunisie sur le chemin de la révolution.

HEDI NOUIRA : Rassurer le capital...

UN RÉGIME DE ZONE FRANCHE EN TUNISIE ?

Quoique non encore confirmé par un texte officiel le bruit court avec insistance à Tunis que le gouvernement a décidé d'établir un régime de zone franche qui bénéficierait des entreprises étrangères qui développeraient en Tunisie des activités d'exportations.

Ces entreprises jouiraient d'un statut rappelant étrangement le statut d'extériorité avec les avantages qu'il implique : exonération fiscale et liberté de transfert. Ces entreprises qui disposent de l'ensemble du territoire pour leurs activités auront la possibilité de mobiliser des comptes bloqués en capital en vue de leurs investissements.

Un nouveau Monaco !

AU COLLOQUE CULTUREL DE KHARTOUM

(du 15 au 22 mars 70) « AL HURRYA »

Intervention du représentant d'El Fath

(FAROUK KADDOUMI)

Que les frères me permettent d'apporter une contribution modeste à ce débat. Nous autres hommes d'expérience armée, ne saisissons souvent pas les détails des idéologies, du fait même que nous sommes liés de près à la lutte. Il y a cependant une remarque à faire sur tout ce qui a été dit.

Il me semble qu'il y a un écart entre la théorie et la praxis et qu'on ne donne pas souvent aux concepts leurs véritables sens au niveau de la réalité concrète et dans les relations sociales. Enfin un dernier point réside dans notre incapacité de tirer de la pensée moderne ce qui convient le mieux à notre lutte révolutionnaire.

Nous autres, nous partons du principe qu'il faut donner le pas à l'action politique sur la recherche théorique. De même nous tenons compte à la fois de la stratégie et de la tactique quand il s'agit de poser des principes, d'adopter une plate-forme ou dans notre action quotidienne. De là, la nécessité de mettre l'accent sur la consolidation de notre pouvoir et la prise en considération des exigences politiques sur le plan intérieur, arabe et international. Il s'agit d'avoir une action arabe commune et une pratique révolutionnaire. Toute théorie n'est pas forcément révolutionnaire. On ne colle pas souvent à la réalité concrète.

A supposer même que nous ayons des critères théoriques pour la lutte nationale, que doit-on entendre par révolution arabe? Y a-t-il vraiment une révolution arabe? Pour répondre correctement à la question, c'est-à-dire en tenant compte d'une expérience globale déjà existante et d'une action unifiée, je peux affirmer qu'il n'y a pas de révolution arabe.

Si par contre, on doit tenir compte des différentes expériences régionales, alors vous pouvez appeler cela comme vous voulez.

Mais avant toute chose, il faut commencer par vous entendre : peut-on apprécier la révolution

arabe à travers les expériences régionales ou bien sommes-nous invités à une nouvelle expérience, à une révolution populaire... Peut-on dire que les révolutions qui ont déjà eu lieu sont des révolutions populaires? Et dans quelle mesure elles le sont...? Et qu'est-ce que l'on entend par une action de masse? Et comment ces masses passent-elles à l'action? Cela signifie-t-il que les masses doivent être poussées mécaniquement dans l'action sans qu'elles soient mues par une volonté consciente?

Pour nous la révolution est un dépassement conscient et efficace ayant pour but de changer le cours de l'évolution sociale et non la prise du pouvoir simplement. Elle a pour tâche d'apporter une transformation intellectuelle et morale de l'homme...

Par ailleurs, que doit-on entendre par le Monde arabe? Est-ce un ensemble de groupements humains ayant des liens sociaux, linguistiques et historiques ou des groupements humains unis par le sentiment d'appartenir à une même nation malgré la balkanisation?

On doit donc préciser les liens sur une triple échelle : nationale, arabe, et internationale... Si certains d'entre nous veulent passer outre la dimension arabe qu'on s'explique là-dessus et qu'on dise clairement alors qu'il y a uniquement une lutte locale et internationale. Et ainsi on exclu la lutte à l'échelle de la nation arabe. Dès lors, il est nécessaire de partir d'une base solide.

De même doit-on examiner les expériences des autres pays arabes avec précaution et essayer d'en tirer profit. Il ne suffit pas de les critiquer. On a tout intérêt à les étudier aussi limitées soient-elles afin d'y puiser des enseignements.

Un dernier mot : il est indispensable de s'entendre sur toutes ces questions pour coordonner notre action et trouver une base commune.

Intervention de Nayef Hawatmeh

(F.P.D.L.P.)

Il n'est plus permis après juin 67 de parler de révolution arabe dans l'abstrait, de même qu'il n'est plus permis après juin 67 de dissenter dans le vague ou de se lancer dans les louanges des structures existantes.

La défaite de Juin a mis en lumière une série de contradictions politiques et mis en avant des thèses qui permettent au mouvement de libération nationale arabe (M.L.N.A.) de sortir de son impasse.

Car ce mouvement est partie intégrante du mouvement de libération nationale dans le monde, en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et toutes les forces qui leur sont historiquement rattachées, et, dans nos pays, contre le sionisme et la réaction arabe.

Le M.L.N.A. lutte pour l'évacuation des troupes étrangères, pour l'indépendance politique et économique, pour l'unification des peuples arabes dans un seul Etat, et lutte aussi pour la réalisation de la démocratie révolutionnaire.

En d'autres termes le M.L.N.A. est confronté actuellement aux tâches de la révolution démocratique comme c'est le cas dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

L'histoire des pays sous-développés a montré à travers des faits concrets que la réalisation de ces tâches est liée étroitement à la détermination de la classe habilitée à le faire et qui s'oppose au colonialisme et aux classes liées à l'impérialisme.

Elle a aussi mis en évidence la nécessité de définir l'instrument théorique dont cette classe doit s'armer.

De même l'expérience des peuples sous-développés a-t-elle démontré la nécessité de mobiliser la classe la plus intéressée à la révolution.

Il est clair que cette classe qui œuvre pour la liquidation de l'impérialisme et du colonialisme est la classe qui n'a rien à perdre et tout à gagner, plus précisément c'est la classe des ouvriers et des paysans pauvres, alliée au secteur progressiste de la petite bourgeoisie.

Les expériences chinoises, vietnamiennes, cubaines et coréennes en sont la preuve directe, la défaite de Juin en est la preuve à contrario.

Dans nos pays, la féodalité et la bourgeoisie ont essayé de réaliser ce programme ; elles se sont arrêtées à mi-chemin et ont composé avec l'impérialisme, constituant ainsi un système de sécurité qui a permis l'installation du sionisme.

Ces régimes féodaux et bourgeois se sont trouvés en guerre en 1948 (1) totalement démunis devant les impérialo-sionistes... (2).

Les forces sociales nouvelles entrées en lice après 1948, qui avaient à rompre tous les liens avec l'impérialisme, le colonialisme et la réaction, et qui étaient à la tête du mouvement de libération, ont échoué à résoudre les problèmes de la révolution démocratique.

En effet, ces directions ont présenté un programme économique basé sur une industrialisation légère et une agriculture parcellaire en conformité avec leurs intérêts de classe. Telles sont les limites de leur programme nationaliste.

Elles se sont données un programme militaire appuyé sur une armée classique et imposant par la terreur leur domination de classe. C'est avec ce programme que nous nous sommes trouvés, 20 ans après, dans la guerre, ce qui nous a valu la défaite de Juin.

A écouter les interventions des camarades, on se demande si un autre 5 juin n'est pas nécessaire pour nous amener à une appréciation correcte de la situation actuelle.

Nous sommes devant un choix qui engage notre avenir : la tâche la plus urgente est la critique de toutes les structures existantes afin de dégager un programme idéologique, social, politique et militaire, capable de liquider l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

Nous verrons au cours des discussions ultérieures que ce programme ne peut être que celui des ouvriers et des paysans pauvres, alliés au secteur progressiste de la petite bourgeoisie.

(1) Le texte indique par erreur, selon toute vraisemblance, la date de Juin 67.

(2) Une phrase incompréhensible (coquille ?) a été supprimée.

LE PARTI DES PANTHÈRES NOIRES

Le Parti des Panthères Noires (P.P.N.) fut fondé dans la ville d'Oakland, en Californie, en automne 1966 par Bobby Seale et Huey Newton. Son origine aussi bien que son développement se rattachent à l'exceptionnelle violence policière contre les communautés d'Afro-américains. Cette violence devenue traditionnelle dans la société américaine a ses racines dans les institutions de l'esclavage et de la suprématie des blancs.

Le programme officiel des P.P.N., établi par les fondateurs du parti, comprend dix points. Il demande entre autre, le plein emploi, des logements décentes et des écoles ; la fin de l'exploitation capitaliste, des obligations militaires et de la persécution policière ; la libération des détenus politiques noirs ; enfin, l'autodétermination et un plébiscite supervisé par les Nations Unies dans les ghettos pour permettre à la colonie noire de déterminer sa destinée.

Seale considère que ce programme s'attaque à trois niveaux d'exploitation : le capitaliste, le politicien démagogue et la police fasciste. En fait ces revendications peuvent s'assimiler à celles de tout mouvement prolétarien internationaliste, avec cette seule différence qu'ici l'impérialisme international est fascisme intérieur.

C'est cette idéologie véritablement révolutionnaire qui a valu aux P.P.N. une persécution intense et une répression acharnée. Cette perspective idéologique leur a

aussi valu un attrait incomparable dans les communautés noires.

Comme l'explique E. Cleaver, ministre de l'information des P.P.N. : « Nous devons montrer clairement la relation qui existe entre l'impérialisme international et l'oppression coloniale du peuple noir et des autres peuples de couleur dans ce pays. »

D'après les rapports de police, le nombre des membres aurait augmenté de 300 en 66 à 5.000 en 69. En fait il est difficile d'évaluer leurs effectifs exacts, d'autant plus que les critères d'admission au Parti sont extrêmement stricts. Les nouvelles recrues sont intégrées à une structure pyramidale dont la base est composée de sections de dix hommes, représentée à l'échelon supérieur par un chef de section. Cette organisation para-militaire est conçue pour la protection et la défense des communautés noires contre l'exploitation raciste et ses exécutants, le F.B.I. et les polices locales.

Pour des raisons tactiques, le problème d'organisation a pris des dimensions dramatiques depuis deux ans : le P.P.N. doit continuer son travail de défense (la lutte quotidienne contre le génocide sous ses différentes formes), d'éducation et de mobilisation des afro-américains, tout en se basant sur le rigoureux exercice de ses droits constitutionnels.

Les polices locales américaines, télé-guidées par le F.B.I., ont assassiné 30 P.P.N. et retiennent plus de 300 prisonniers po-

litiques. Les nombreux procès des P.P.N. en cours et l'évidente persécution légale dont ils sont victimes ont largement contribué au développement d'une méfiance hostile vis-à-vis des institutions et agences officielles du gouvernement, et de la justice américaine en particulier. Cette prise de conscience et l'expérience personnelle, jointes à la conscience révolutionnaire des P.P.N., permettent à Seale d'affirmer que « l'opresseur n'a aucune loi et aucun droit que le peuple opprimé doive respecter ».

C'est ce refus absolu de se laisser corrompre et compromettre par la riche société américaine, qui justifie l'attrait des P.P.N. auprès des masses noires qui, elles-mêmes, ne vivront jamais qu'en marge de la « société d'abondance ». Néanmoins les P.P.N. ne sont pas intéressés par la constitution d'un Etat noir indépendant comme le demandent d'autres mouvements militants noirs. En effet ils établissent une distinction entre **nationalisme révolutionnaire** et **nationalisme culturel**. « Il y a deux sortes de nationalisme : le **nationalisme révolutionnaire** et le **nationalisme réactionnaire**. Le **nationalisme révolutionnaire** dépend d'abord de la révolution du peuple. Si vous êtes un **nationaliste révolutionnaire** vous devez être **socialiste**... Le **nationalisme culturel** semble être une réaction plutôt qu'une réponse à l'oppression politique... Les **nationalistes culturels** cherchent à revenir à la vieille culture africaine et pensent que celle-ci

leur apportera automatiquement la liberté politique... » (Huey Newton).

C'est aussi une analyse de classe qui indique les ennemis et les alliés du Parti. La bourgeoisie noire — aussi bien que les partisans du nationalisme culturel — est un obstacle à l'émancipation de 98 % des noirs, et à ce titre elle doit être combattue, tandis que les radicaux blancs peuvent parfaitement lutter avec les Panthères Noires. C'est d'ailleurs à l'intérieur des universités que le rapprochement c'est initialement manifesté.

Tout en admettant que le nationalisme culturel noir a joué un rôle positif dans l'histoire des mouvements noirs — surtout en relevant le niveau de la conscience révolutionnaire des Afro-américains — les P.P.N. soulignent que désormais derrière le nationalisme culturel et son slogan « pouvoir noir » sont camouflées des aspirations essentiellement bourgeoises. Lorsque l'on parle de culture noire, tout en n'étant pas hostile au capitalisme noir, c'est le début de l'étape néo-colonialiste. Aux U.S.A. en effet cela correspond à la décision de la puissance coloniale d'accorder une certaine indépendance à la colonie en remplaçant partiellement le régime colonial (les agences officielles du gouvernement américain) par un régime de fantômes et de marionnettes (les capitalistes noirs). Le développement du capitalisme noir ne fait qu'accroître la condition de soumission économique des masses Afro-américaines.

(Suite page 7).

Après une période de calme et de silence, la solution pacifique connaît de nouveau un regain d'intérêt ; les milieux impérialistes redoublent d'activité pour l'exécution de la résolution du 22 novembre.

Il est à remarquer que l'activité déployée cette fois, est bien plus importante que par le passé si bien qu'un accord entre les Quatre Grands paraît plus probable que jamais.

Nous essayerons de dégager, dans ce qui suit, les signes avant-coureurs de cette nouvelle orientation.

COMLOT DANS LES COULISSES (1)

1. Le secrétaire général de l'O.N.U., U. Thant, a subitement rappelé à New-York l'envoyé spécial, Gunnar Jarring, alors que rien, dans la conjoncture, ne laissait prévoir cette convocation ; ce qui prouve que les Quatre Grands avaient engagés des concertations secrètes. Un accord étant intervenu à la suite de ces négociations, U. Thant fit venir Jarring.

2. Dès l'arrivée de Jarring, les réunions entre les Quatre Grands se multiplièrent. Des milieux officiels français firent état d'une évolution positive de la concertation.

3. Dans le même temps, Jarring engageait des conversations avec le délégué d'Israël et ceux du Liban, de Jordanie et de la R.A.U. Comme d'habitude il ne souffla mot de ces conversations.

4. Ce qui est plus important encore, c'est ce que les agences de presse ont rapporté concernant les points du nouvel accord, qui ont permis le rappel de Jarring et incité les responsables français à l'optimisme. D'après les agences de presse, l'accord aurait porté sur :

— l'évacuation des territoires occupés ;

— l'installation de forces internationales sur les frontières ;

— la liberté de navigation dans le Canal de Suez et dans le détroit de Tiran.

Il est à noter que ces trois points apportent des éléments nouveaux jamais envisagés au cours des négociations précédentes. C'est ainsi qu'on parle pour la première fois d'un retrait sans la condition qu'Israël garde une partie des territoires occupés, ce qui veut dire que les Etats-Unis (et Israël naturellement) sont disposés à laisser tomber cette condition qui a été jusqu'ici le principal obstacle à toute négociation.

En effet jusqu'à présent Israël a interprété le paragraphe de la

LES PROJETS DE RÈGLEMENT PACIFIQUE SONT REMIS EN CHANTIER

résolution du 22 novembre relatif aux « frontières sûres » comme signifiant l'adjonction de territoires stratégiques à l'Etat d'Israël, tandis que du côté arabe, on rejetait cette interprétation et on insistait sur un retrait total.

Que les U.S.A., et par voie de conséquences Israël, admettent l'idée d'un retrait total, voici qui est de nature à éliminer l'obstacle principal opposé par les Etats arabes à une solution négociée, sur la base de la résolution de l'O.N.U., et à ouvrir la porte au succès éventuel d'une solution politique.

De même, les trois points ci-dessus, comportent un autre élément important qui explique que les U.S.A. et Israël admettent la discussion d'un retrait total ; cet élément est l'accord des Quatre Grands pour l'installation de forces internationales aux frontières. Cette formule des forces internationales intervient pour la première fois dans les négociations. Par forces internationales il faut entendre une armée classique, dotée d'un armement lourd, d'aviation et d'une infanterie suffisante. C'est là une formule différente de celles qui préconisaient l'installation de forces d'urgence ou de police internationale qui n'ont qu'une valeur symbolique, alors que les forces internationales constituent une véritable armée, au plein sens du mot, capable d'assurer l'ordre, c'est-à-dire d'empêcher l'activité des fédâyins.

Ainsi l'élément nouveau dans ce projet, c'est qu'Israël est prêt à se retirer si des forces internationales suffisamment puissantes pour le protéger s'installaient aux frontières ; ceci impliquant la paralysie de l'activité des fédâyins.

5. Au moment où les agences de presse diffusaient ces nouvelles, la résistance palestinienne apprenait à son tour que les gouvernements arabes qui acceptent la résolution du 22 novembre sont d'accords sur les nouveaux points et qu'ils sont prêts à négocier sur cette base. De tels renseignements démentent toutes les allégations selon lesquelles l'acceptation de la résolution de l'O.N.U. n'est qu'une mesure tactique, en attendant la reconstruction des armées arabes.

Les informations reçues par la résistance palestinienne confirment que les autres Etats arabes sont prêts à garder le silence et

à accepter implicitement les nouveaux points d'accord. Il en résulte que la résistance palestinienne se retrouvera, au moment décisif, face à une acceptation quasi-unanime de la résolution du 22 novembre et de son application.

OFFENSIVE DIRECTE

Tout ceci ne concerne qu'un seul aspect de la question des négociations ; il y a un autre aspect, plus important et plus dangereux, perçu par les masses palestiniennes et arabes, à savoir les pressions exercées et s'exerçant encore sur le mouvement de résistance, pour l'affaiblir, sinon le liquider et ce, en vue de préparer l'application de la solution politique.

Parmi les plus manifestes de ces tentatives :

— la crise du 10-2-70 en Jordanie : lors de cette crise, le pouvoir a essayé de porter un coup à la résistance afin de réduire son influence sur les masses et surtout de mettre un terme à l'activité des commandos dans les villes, de liquider les milices, et d'isoler la résistance des masses afin de la réduire à une série de bases militaires coupées du peuple ; ceci permettrait dans un second temps de la frapper pour s'en débarrasser définitivement. Cette tentative du pouvoir jordanien a coïncidé parfaitement avec les négociations de New-York et les récents accords qui en ont résulté.

— Au même moment où se développait la crise, Israël multipliait les avertissements au Liban et ne cessait de menacer d'occuper le Sud-Liban, si l'action des Fidayines continuait à partir de là. D'ailleurs Israël a mis en exécution ses menaces sous forme d'une série d'attaques contre les forces libanaises. Le but recherché par Israël est l'installation d'un climat d'insécurité au Liban fournissant ainsi au gouvernement réactionnaire libanais le prétexte pour lancer une campagne contre l'activité des Fidayines et remettre en cause le principe de cette activité à partir du Liban.

Effectivement, toutes les forces réactionnaires libanaises ont été immédiatement mobilisées pour réclamer l'expulsion des commandos et la présence de forces internationales sur les frontières. (C'est là un des points de l'accord de New-York). Certains hommes politiques libanais ont justifié cette demande par le fait que les Etats arabes acceptent une telle présence dans le cadre de la solution pacifique (ceci confirme les informations parvenues à la résistance palestinienne à Amman).

Mais les manœuvres de la réaction libanaise ne se sont pas arrêtées là. Elles ont pris la forme de provocations à l'égard des commandos, par l'organisation de l'embuscade de Bent-J'Bil, qui a coûté la vie à un Fidayi libanais et a fait deux blessés parmi les commandos.

— Projets de gouvernements fantômes.

Mais la manœuvre la plus dangereuse est sans doute celle qui a commencé tout de suite après la crise du 10 février et qui se développe encore. En effet, après la crise, le pouvoir jordanien a avancé l'idée d'un gouvernement à « caractère palestinien », tout en subordonnant la formation d'un tel gouvernement à l'accord et à l'appui de la résistance. Certains milieux se plaisent à qualifier ce gouvernement de national alors que la réalité est tout autre, en raison de ces objectifs sournois et dangereux.

Ainsi après l'échec de sa tentative de liquidation directe de la résistance, le pouvoir jordanien cherche maintenant à la frapper dans le dos. Pour cela il voudrait installer des gouvernements de façade qui diviseraient la résistance. La confusion qui en résulterait au sein du front national jordanien-palestinien sera exploitée pour porter un coup décisif au mouvement national. Il est à noter qu'une tentative analogue a déjà été entreprise par le pouvoir et lui a permis de réaliser tous ses desseins. Nous voulons parler des manœuvres du pouvoir, avant 1957, qui, ont abouti à la formation du cabinet Hussein Fakhri Al Khalidi. Ce dernier a réussi à diviser le mouvement national et à lui porter un coup terrible dont il a souffert jusqu'en 67. Les nouveaux mots d'ordre du gouvernement, mensongèrement appelé gouvernement d'union nationale, ne sont que la réédition de l'ancienne tactique.

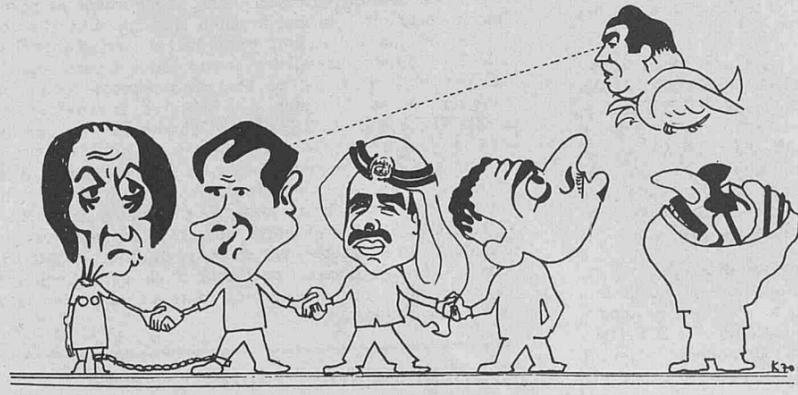
Ainsi il ressort de tout ce qui précède que les manœuvres pour affaiblir le mouvement de résistance et en disperser les forces continuent, comme par le passé, et ce, au moment où se déroulent les négociations pour la solution pacifique, si bien qu'on peut affirmer sans risque de se tromper, que toutes ces manœuvres ne visent qu'un but : faire aboutir la solution politique.

C'est la réaction arabe qui, à l'instigation de ses maîtres impérialistes et en premier lieu les U.S.A., se charge d'exécuter ce complot.

Il est certain que ces complots vont continuer et même s'intensifier. C'est pour cela que le mouvement de résistance doit, à l'étape actuelle, se préparer à livrer une série de batailles, dans plusieurs endroits. Cela nécessite de sa part une vigilance révolutionnaire permanente, pour tout ce qui se passe, tant à l'échelle arabe qu'internationale, un resserrement des rangs comme cela s'est manifesté pendant la crise du 10 février et une plus grande liaison avec les masses et le mouvement de libération nationale.

En effet la bataille contre la solution politique ne concerne pas les seuls palestiniens. C'est la bataille de tous les progressistes arabes.

D'après ACH-CHARARA (L'Étincelle)
Organe Central du F.P.D.L.P.
Reproduit par « AL HURRYA »
du 13-4-70.



P.P.N. (suite de la page 6)

Quant à la discrimination raciale, elle persiste évidemment comme manifestation d'une forme d'exploitation qui permet de plus larges profits en divisant la classe ouvrière. On peut lire dans le journal des P.N. :

« ... Le peuple noir se rend compte que toute solution à ses problèmes offerte par l'ennemi est fautive, donc inacceptable car elle ne contribuera jamais à la défaite de l'exploiteur. Ce que nous voulons faire c'est formuler nos propres définitions et analyses des situations de façon à présenter des solutions en rapport avec les problèmes auxquels nous sommes confrontés... Nous refusons d'être trompés par le mot « noir ». Nous nous rendons parfaitement compte que le capitalisme bureau-

cratique, comme il existe actuellement est notre ennemi principal — et l'épithète « noir » n'y changera rien — toujours aussi sanglant et plus vil que jamais... Si les noirs ont besoin de définir leur attitude envers le capitalisme américain, alors il faut prendre exemple sur les vaillants vietnamiens... »

On ne peut pleinement saisir le rôle de l'impérialisme américain sans percevoir son action intérieure sur les peuples noirs, métis, rouges, jusqu'aux étudiants et à la jeunesse progressiste des Etats-Unis. D'après Seale il faut s'attaquer immédiatement à l'impérialisme domestique, au fascisme envahisseur à l'intérieur de l'Amérique, si l'on veut arrêter la guerre au Vietnam ou n'importe quelle autre forme d'agression économique ou militaire contre d'autres peuples.

De la pratique même de la lutte, les P.N. ainsi qu'un secteur de plus en plus large des Afro-américains ont compris que pour s'émanciper totalement l'union avec la vaste classe ouvrière blanche s'avèrera indispensable. Ils devront confondre leur lutte avec celle du mouvement ouvrier et se servir de la violence révolutionnaire de classe pour renverser le monopole capitaliste. D'ailleurs depuis fin 68, les P.N. ont lancé un appel pour la constitution d'un « front uni » n'exigeant que deux conditions : être anti-fasciste et ne pas être anti-communiste.

Les P.N. considèrent que la lutte des noirs aux U.S.A. est une aide aux peuples d'autres pays en conflit avec l'impérialisme yankee ; de même qu'ils considèrent que les luttes anti-américaines aident la lutte

révolutionnaire des noirs américains. La lutte du peuple américain contre la guerre d'agression au Vietnam est inséparable de la lutte des Afro-américains à l'intérieur des U.S.A. Non seulement un nombre sans cesse croissant d'Afro-américains refusent la conscription dans la machine de guerre américaine, mais aussi nombreux sont ceux qui se sont carrément plongés dans la lutte contre la guerre d'agression.

En attendant que la conscience de classe des peuples noirs s'élevé suffisamment pour permettre d'envisager une révolution sociale, les P.N. voient leur rôle essentiellement en tant qu'éducateurs et organisateurs, et concentrent leurs efforts sur les programmes pratiques tels que les écoles libres, les cliniques populaires et les petits déjeuners pour les enfants pauvres.

Pour le centenaire de Lénine

Lénine et le Sionisme

1. AVANT OCTOBRE

Il est important, au moment où l'on fête le centenaire de LÉNINE d'essayer de brosser à grands traits l'attitude de ce grand révolutionnaire face au sionisme. Une précision s'impose au départ. LÉNINE n'a abordé le problème du sionisme qu'en de rares occasions, soit pour lui barrer la route lorsque ce dernier essayait de s'infiltrer dans les rangs du mouvement socialiste international, soit de façon indirecte dans sa polémique avec le Bund, lorsque celui-ci demandait à être reconnu comme unique représentant du prolétariat juif de Russie, de Pologne et de Lithuanie.

LÉNINE rejetait en bloc les différentes variétés du sionisme, qu'il soit socialiste, territorialiste ou bourgeois. Il voyait dans ce mouvement, la tentative d'une transposition des aspirations religieuses dans le domaine politique, en opposition avec les principes du socialisme. Par exemple avec le thème du retour à la terre promise prôné par les sionistes socialistes, ces derniers dénaturaient totalement le marxisme en substituant l'espérance religieuse à la véritable action révolutionnaire. De même pour LÉNINE, les sionistes même dits socialistes en préconisant l'immigration et la concentration sur un autre territoire optaient pour l'idéologie de la fuite plutôt que pour la participation à la lutte révolutionnaire contre le tsarisme. Enfin, dernier élément, la concentration sur un territoire déjà occupé par un peuple ne tenait pas compte du droit de ce peuple à disposer de lui-même.

LE BUND ET LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE

C'est en 1903, au 2^e Congrès du P.O.S.D.R., que le Bund demande à être reconnu en tant qu'organisation distincte des ouvriers juifs. Cette revendication souleva l'opposition unanime du Congrès. LÉNINE et TROTSKY et même MARTOV qui avait pourtant participé à l'assemblée constituante du Bund se montrèrent parmi les plus intransigeants. En rejetant le programme du Bund, le Congrès a rejeté en réalité, l'idée de l'existence d'une nation juive.

Pourtant LÉNINE était loin de négliger le fait national. C'est lui qui a le mieux saisi l'importance de la question nationale dans la lutte du mouvement révolutionnaire. Au sein du même Congrès, il s'est prononcé en faveur de l'inclusion dans le programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe, d'un paragraphe spécial concernant les revendications nationales. Cet article, adopté au 2^e Congrès, est formulé ainsi : « Le Parti reconnaît le droit d'autodétermination à toutes les nations qui composent l'Etat ». Plus tard, LÉNINE a complété sa pensée en ajoutant : « y compris le droit de séparation et de création d'un Etat indépendant ».

Bien sûr, dans son esprit ce droit s'appliquait aux nations territoriales, non à des communautés à base confessionnelle, disséminées sur tout le territoire de l'empire tsariste. Pour LÉNINE, les juifs russes ne pouvaient revendiquer le droit de se constituer en nation. Après le retrait du Bund du P.O.S.D.R., dans un article intitulé : « La position du Bund dans le Parti », paru le 22 octobre 1903, dans l'Iskra, LÉNINE donne un point de vue plus détaillé.

Ayant rejeté comme non essentielles, les considérations techniques avancées par le Bund, il écrit : « Le troisième argument du Bund, qui consiste à invoquer l'idée d'une nation juive, soulève indubitablement une question de principe. L'idée d'une « nationalité » juive revêt un caractère réactionnaire déclaré, non seulement chez ses adeptes conséquents (les sionistes), mais aussi chez ceux qui cherchent à l'harmoniser avec les idées de la social-démocratie (les Bundistes). L'idée d'une nationalité juive est en contradiction avec l'intérêt du prolétariat, puisqu'elle engendre une attitude de ghetto, hostile à l'assimilation », puis plus loin, « les juifs cessèrent d'être une nation car une nation est inconcevable sans territoire ».

Pourtant le Bund avait des revendications moindres par rapport aux revendications territoriales sionistes.

Le Bund demandait seulement que soit appliqué aux juifs, la thèse de l'austro-marxiste BAUER sur « l'autonomie nationale culturelle », une sorte d'administration interne pour les juifs. Mais les Bolcheviks ne pouvaient accepter la revendication bundiste de « l'autonomie nationale culturelle ». Ils estimaient que la lutte pour « l'autonomie nationale culturelle » des juifs et la réalisation de cette autonomie, isoleraient les ouvriers juifs dans chaque ville, région ou province du prolétariat de la nation majoritaire, tout en l'unissant à la petite et grosse bourgeoisie juives ; car, pensaient-ils, c'est la bourgeoisie juive qui a le plus besoin de cette autonomie pour renforcer ses positions économiques.

LE POALEY-SIONISME

La polémique n'était pas encore terminée avec le Bund, qu'une nouvelle organisation apparut au sein des juifs russes, « le Poaley-Sionisme » ou « Sionistes-Socialistes ».

Une publication socialiste de l'époque de 1905 caractérise ainsi l'apparition du Poaley-Sion : « Il ne s'agit pas d'une nouvelle tendance, mais c'est le sionisme traditionnel qui essaie, en se parant bizarrement de chiffons rouges, de s'adapter bon gré mal gré, aux tendances révolutionnaires ». Effectivement, cette naissance s'explique par l'importance et la croissance rapide du mouvement socialiste international et surtout par la révolution russe de 1905 qui annonçait les bouleversements futurs.

La base de la doctrine des Poaley-Sion s'appuyait sur la situation économique anormale des juifs. Ils en viennent à conclure que les juifs constituent partout une minorité, et de ce fait, ne disposent ni de marché, ni d'économie nationale et que pour remédier au mal, il fallait en créer une.

Puisque cela est impossible dans les pays de la diaspora il ne reste qu'une solution, conquérir avec l'accord des nations impérialistes, un territoire où les juifs constitueront la majorité, où peut exister une production juive, qui ne soit exploitée que par les juifs, bref, où pourrait se faire un libre développement. Pour cela il faut émigrer.

Voilà à quoi se résume la thèse sioniste-socialiste.

Une autre raison, non moins importante, qui explique la création d'organisations sionistes à coloration socialiste, est le souci de saper l'influence du Bund au sein de la communauté juive ; pour cela il fallait utiliser une phraséologie de gauche comparable à celle du Bund. D'où, un antagonisme violent entre le Bund et les sionistes-socialistes. Mais il est vrai qu'avec sa propagande particulariste, le Bund était accusé d'avoir fait le lit du sionisme.

L'organisation Poaley-Sion avait à sa tête son théoricien BOROCHOV et un banquier EISENSTADT. Par la suite, elle subit plusieurs scissions qui donnèrent deux autres organisations, l'une connue sous le sigle de S.S. (Sioniste-Socialiste) revendiquant un territoire quel qu'il soit, l'autre le SERP estimait que seule la création d'une assemblée juive élue pourrait favoriser les aspirations des communautés juives de Russie.

En 1907, ces trois organisations adressent des mémoires à la deuxième internationale réunie en Congrès à Stuttgart. Ces mémoires avaient pour but de justifier la demande d'adhésion à la deuxième internationale.

Au cours des débats, seule la tendance social-impérialiste, représentée par VAN KOL, VANDERVELDE le futur ministre de sa Majesté belge, HUYSMANS, etc... eut une position nuancée. Même les centristes, comme l'austro-marxiste VICTOR ADLER s'y opposèrent, ADLER explique que si les sionistes sont admis le problème de l'admission des catholiques et des protestants se poserait. En ce sens il estime que le sionisme a un caractère essentiellement religieux.

Pour TROTSKY, qui a toujours adopté une position dure à l'égard du sionisme qualifiant à l'occasion HERZL de « figure repoussante », il fallait « débarasser le Congrès de ce fatras idéologique ». LÉNINE très virulent, quand il s'agit de principes, intervint plusieurs fois au cours des débats pour dénoncer le

caractère rétrograde du sionisme. Pour lui, le mouvement sioniste socialiste n'était qu'un « Bund conséquent », « cléricalo-réactionnaire représentant plus l'idéologie des rabbins que le prolétariat juif ». Malgré les dénégations des délégués sionistes, leur demande d'adhésion fut rejetée et renvoyée devant la section russe, seule habilitée à prendre une décision. Au sein de celle-ci, mencheviks et bolcheviks étaient opposés à l'intégration. Devant une telle situation, les socialistes révolutionnaires dont l'idéologie populiste était très proche de celle du SERP intégrèrent le délégué de ce parti dans la sous-section. Par la suite, la présence de ce délégué ayant été considérée comme anormale, la 2^e Internationale demanda son exclusion. Tous les Congrès qui suivirent jusqu'à la 1^{re} guerre mondiale refusèrent d'admettre les sionistes. L'attitude de LÉNINE sur la question n'avait pas varié. Il écrivait à la veille de la guerre en 1913. « Seuls des petits bourgeois juifs, ceux qui voulaient faire tourner en arrière la roue de l'histoire, se prononcent contre l'assimilation ». (Notes critiques sur la question nationale).

LES SOCIAL-IMPERIALISTES ET LE SIONISME

Mais la guerre allait apporter des changements importants dans les rapports entre les différentes tendances de la 2^e Internationale et les Sionistes Socialistes. La guerre permit de démasquer l'aile opportuniste et social-impérialiste du socialisme. C'est celle-ci qui, en participant à la guerre impérialiste allait reconstruire dans les sionistes des « camarades de combat ». Cette alliance dans la guerre impérialiste et la participation effective des sionistes, allaient entraîner le soutien des social-impérialistes au mouvement sioniste. Dans la logique de leur attitude, le droit d'un peuple en l'occurrence le peuple palestinien leur importait peu. LÉNINE dénonçait cette attitude dans l'esquisse des thèses sur la question nationale. Il écrivait : « La distinction essentielle dans le domaine des questions nationales entre la 2^e Internationale et nous, c'est que celle-ci envisageait exclusivement les peuples de l'Europe. Elle ignorait l'énorme monde colonial et ne voyait de conflits nationaux que dans les continents européens. Si la 2^e Internationale soulevait encore la question de ce qu'on appelle les peuples « civilisés » et « cultivés », elle laissait les peuples « incultes » « non civilisés » à la disposition de la politique des monopoles de sa bourgeoisie ». Pour LÉNINE cette guerre est une lutte inter-impérialiste en vue d'un nouveau partage du monde, pour la conquête de nouveaux territoires et pour l'asservissement de nouveaux peuples.

Cette insertion de la droite social-démocrate et des sionistes socialistes dans le courant impérialiste allait avoir des conséquences très importantes : les sionistes utilisant les social-démocrates comme moyen de pression sur leurs gouvernements respectifs dans la colonisation de la Palestine.

En Russie même, la chute du tsarisme, l'instauration d'un régime de démocratie bourgeoise et la levée des restrictions touchant les juifs, allait permettre aux sionistes de développer considérablement leur propagande. Du jour au lendemain des centaines de journaux apparurent. On retrouvait des sionistes dans tous les courants politiques. Cinq jours avant la révolution d'Octobre, la déclaration Balfour vint donner le dernier coup. Pendant toute la révolution menchevik, les sionistes socialistes soutinrent les partisans de la guerre. Le Poaley-Sion américain envoya même un télégramme au Ministre des Affaires Etrangères de KERENSKY, MLILOUKOV lui demandant de poursuivre la guerre. Par ailleurs une légion juive fut créée et engagée dans la guerre sous le commandement d'un officier britannique, le colonel PATTERSON, et dont les éléments venaient en majorité du Poaley-Sion (BEN GOURION, BEN ZVI entre autres). Les sionistes qui devaient être arrêtés après la révolution d'Octobre, seront accusés d'avoir participé avec cette légion à la répression du mouvement national égyptien aux côtés des anglais.

Prochain article : Après Octobre

Lisez

Discutez

Diffusez

AN-NIDHAL

Vous trouverez An-nidhal

A "LA JOIE DE LIRE" Rue Saint-Severin, Paris Ve

ET A LA LIBRAIRIE "73" Bd Saint-Michel, Paris Ve